

La stabilisation des institutions politiques constitue le défi auquel plusieurs pays africains sont confrontés. Tout en n'étant pas une panacée, les élections sont considérées comme l'une des solutions. La complexité des situations observées sur le terrain montre à quel point la voie des urnes suscite parfois la conflictualité et entraîne des heurts regrettables. Fichiers électoraux mal gérés, fraudes, commissions électorales partisans forment les ingrédients qui incitent, à tort ou à raison, les uns et les autres à la confrontation. Cela ne décourage nullement et les tentatives se poursuivent à travers le continent.

Quatre décennies durant, la RDC n'a pas eu l'occasion d'organiser des élections démocratiques. Les conflits armés qui l'ont bloquée, de 1996 à 2003, ne présageaient guère la tenue rapide des consultations. Pourtant, les élections ont eu lieu, en juillet et octobre 2006. Certes, le processus a connu quelques accrocs, mais il a donné à la RDC les institutions légitimes qui lui faisaient défaut depuis l'assassinat de Lumumba. C'est de ce processus que le présent ouvrage collectif rend compte. Il a été dirigé par le professeur Elikia M'Bokolo, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris et Professeur à l'Université de Kinshasa. Il a ainsi poursuivi l'œuvre amorcée initialement par le Professeur Tessy Bakary Akin décédé en 2009.

### Son contenu

L'ouvrage comprend 17 contributions rédigées par des spécialistes congolais. Il est structuré en quatre parties terminées par les annexes des statistiques électorales. L'introduction du Professeur Elikia M'Bokolo met l'accent sur les attermoissements qui ont ponctué ce moment électoral. Alors que d'aucuns ne s'imaginaient la faisabilité de ces élections, les Congolais avaient réussi à les réaliser. L'enthousiasme des électeurs a balayé les doutes. Dans la première partie, Isidore Ndaywel, Jean Omasombo et Erik Kennes s'intéressent au « moment électoral dans l'histoire du Congo » (pp. 29-74). Jetant un regard sur l'histoire politique des Congolais durant les cinq dernières décennies, Isidore Ndaywel montre que « c'est bien à un passé profond et à une longue durée qu'il faut se référer pour rendre compte de la nature des débats ouverts, des polémiques insidieuses, des dysfonctionnements observés pendant les élections de 2006-2007, mais aussi percevoir les lignes de force d'un futur qui reste à inventer ».

## La République Démocratique du Congo à la recherche de la stabilité politique

Noël Obotela Rashidi

### Élections démocratiques en RDC : Dynamiques et perspectives

par Elikia M'Bokolo (dir.),  
OIF/PNUD, Kinshasa, 2010, 460 p.  
ISBN : 01005-57133

Jean Omasombo et Erik Kennes se sont demandé si les élections en RDC constituent « la fin d'une transition sans fin ». Tous les deux sont d'avis que « le processus électoral a deux mérites. Celui d'avoir été mené jusqu'à son terme et d'être parvenu à clarifier tant soit peu l'arène politique de la transition en évinçant des structures politiques un nombre important de seigneurs de guerre ».

Ils ont encore relevé les défis, à savoir « le problème fondamental de l'absence d'Etat et de leviers de la bonne gouvernance ; le renouvellement de la classe politique et la valorisation des compétences et des capacités de gouvernance des communautés qui composent le pays ».

La deuxième partie s'est intéressée au contexte procédural qui a vu le déroulement des élections. Ainsi, ont été passés en revue la loi électorale (Jean-Louis Esambo Kangashe), les médias comme instances de régulation (Jean-Pierre Lifoli), les institutions d'appui à la démocratie (Philémon Muamba Mumbunda), l'état des lieux et les perspectives des sociétés civiles (Jean-Pierre Mpiana Tshitenge), le rôle de l'Eglise catholique (Donatien Dibwe dia Mwembu), l'absence de l'UDPS aux élections de 2006 (Jean-Pierre Mutamba Makombo) et la transformation du MLC en parti politique (Alphonse Maindo Monga Ngonga).

Dans la troisième partie, il a été question du moment fatidique, c'est-à-dire « aller aux urnes pour voter » ! Pour y arriver, candidats et électeurs se sont parfois adonnés à des multiples « acrobaties ». Pascal Kapagama a analysé l'impact de la pauvreté sur les comportements électoraux. Dans ces jeux et enjeux, les électeurs ont usé de stratégies pour tirer profit de ce moment. Noël Obotela a ainsi examiné les stratégies des candidats pour attirer les électeurs et les pratiques populaires

employées par les électeurs pour ponctionner les bourses de différents candidats. Amédée Matsoro a poussé l'analyse en jetant un regard sur le comportement des électeurs et de leurs motivations.

La représentation féminine n'a pas été oubliée. Anne-Marie Akwety a consacré sa contribution à la problématique du genre. Il s'en est dégagé une disparité entre hommes et femmes au sein des institutions. Pour Akwety, « il appartient aux femmes congolaises elles-mêmes d'investir le champ politique (...). La parité inscrite dans la loi fondamentale n'a pas été respectée par manque de sincérité des partis politiques qui, pour la plupart, n'étaient pas acquis à cette cause. Il revient donc aux femmes politiques de se battre pour l'application volontaire des quotas au sein de leurs formations politiques ». Cette partie se termine par deux études relatives aux contestations, validations et invalidations (Clémentine Sangana) et au contentieux électoral (Athanasie Tshibanda Ntoka).

La quatrième et dernière partie va « au-delà des élections » et fait des prospectives et dégage les perspectives. José Bazonzi réalise une lecture du déroulement des élections en ciblant les « forces, faiblesses et leçons pour le futur ». Philippe Biyoya aborde le thème des « élections et de la refondation de l'Etat » en faisant l'« analyse géopolitique des enjeux et les défis d'un processus à vocation historique ».

### Les leçons tirées d'une élection tant attendue

Elikia M'Bokolo plante le décor lorsqu'il écrit : « Les Congolais nés après 1965, année de la prise du pouvoir par l'armée et le Général Mobutu, ou, plus simplement, après 1960, année de l'indépendance nationale, c'est-à-dire l'écrasante

majorité du peuple, n'avaient jamais assisté ou participé à des élections libres et pluralistes ! ».

Le premier défi relevé, c'est d'avoir organisé ces consultations démocratiques. Des milliers de Congolais découvraient pour la première fois une élection. De 1960 à la fin du régime dictatorial de Mobutu, les Congolais ont eu à fréquenter les urnes en vue de plébisciter les candidats désignés par le Parti-Etat. L'électorat n'avait aucune opinion à faire valoir.

Une deuxième leçon notée se rapporte à l'expérience des électeurs. Face à l'avalanche des candidats, les électeurs avaient du mal à opérer le choix responsable. Que des promesses mirobolantes ! Que des projets à réaliser sans moyens conséquents ni visibles ! Les électeurs appauvris, pauvres et démunis ont subi l'assaut des candidats détenteurs de bières, T-shirts et d'autres victuailles. Apparemment, la chance était aux plus offrants. Autrement dit, la culture démocratique a encore du chemin à parcourir. Cela reste un grand défi à relever pour les prochaines échéances. Les partis politiques et les acteurs de la société civile ont la responsabilité de mobiliser, éduquer et socialiser la population pour qu'elle comprenne le véritable sens d'une élection démocratique.

Une troisième leçon relève des acteurs politiques qui ont du mal à accepter une défaite et se soumettre au verdict des urnes. Comment amener les hommes politiques à adopter une culture démocratique qui considère une élection comme un processus menant vers l'alternance politique, non un combat opposant des adversaires ou des ennemis ? Comment instaurer le fair play au sein du monde politique pour qu'au soir d'une élection présidentielle le perdant accepte le verdict et se rende auprès du vainqueur pour le féliciter !

Concluons avec Elikia M'Bokolo pour reconnaître que « comme ailleurs en Afrique et dans le reste du monde, les élections doivent à la fois se banaliser et rester le temps fort des validations et des options collectives. Pour y parvenir, il y a bien sûr un prix à payer : un prix institutionnel et juridique, mais aussi culturel, économique et social » (p. 26). La RDC se prépare, en novembre 2011, à de nouvelles élections présidentielles et législatives. Les leçons de 2006 auront-elles été comprises ?

